



Conseil économique et social

Distr. générale
13 septembre 2019
Français
Original : anglais

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique de la 34 (A)^e séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 19 juillet 2019, à 10 heures

Président : M^{me} King (Saint-Vincent-et-les Grenadines)

Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau (*suite*)

- b) Concertation de haut niveau sur les tendances et les scénarios futurs et les effets à long terme des tendances actuelles sur la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Dialogue sur les politiques : Quel avenir pour les objectifs de développement durable ? Visions et perspectives

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau
(suite)

b) Concertation de haut niveau sur les tendances et les scénarios futurs et les effets à long terme des tendances actuelles sur la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (E/2019/66)

Dialogue sur les politiques : Quel avenir pour les objectifs de développement durable ? Visions et perspectives

1. **M. Zhenmin** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) prononce un discours liminaire dans lequel il recense cinq grandes tendances qui influent sur les perspectives de réalisation des objectifs de développement durable. Pour alimenter le débat, le Département des affaires économiques et sociales a établi un document intitulé *Sustainable Development Outlook 2019 : Gathering storms and silver linings* (Perspectives en matière de développement durable : tempêtes à l'horizon et leurs d'espoir). L'engagement en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable ne se dément pas, comme en témoignent les nombreux examens nationaux volontaires présentés par les États Membres, et il est évident que certains progrès ont été accomplis à cet égard. Bien que la réalisation des objectifs se heurte à des obstacles de plus en plus redoutables, la communauté internationale doit tirer parti des possibilités qui s'offrent de l'accélérer. Les objectifs sont interdépendants et les progrès accomplis dans un domaine entraînent inévitablement des avancées dans d'autres domaines.

2. Il est regrettable que la croissance économique continue de subir des pressions à la baisse, étant donné qu'une croissance dynamique et stable constitue une condition nécessaire au développement durable. Près de dix ans après la crise financière mondiale de 2008, la croissance économique n'a toujours pas repris son rythme d'avant la crise. D'après la plus récente édition de *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, le produit mondial brut devrait progresser de 2,7 % en 2019 et de 2,9 % en 2020, ce qui représente un ralentissement par rapport à 2018. Fait plus préoccupant, il est également prévu que la croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial se situera à environ 3 % en moyenne au cours de la période de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, soit presque 1 % de moins qu'entre 2000 et 2015, période d'exécution des objectifs du Millénaire pour le développement.

3. Les tensions commerciales qui subsistent entre les grandes économies font peser une menace importante sur la croissance mondiale. À cette situation s'ajoute le risque imminent d'une détérioration soudaine des conditions financières et d'un taux élevé de surendettement. Dans ce contexte de ralentissement de la croissance mondiale, les perspectives d'élimination de la pauvreté demeurent sombres. Pour inverser la tendance, la communauté internationale doit relancer la croissance économique et stimuler les investissements dont on a grand besoin dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, et de la mise en place d'infrastructures durables. Une coopération internationale accrue, s'inspirant de celle qui a été mise en œuvre pour surmonter la crise financière mondiale, est essentielle pour relancer la croissance mondiale. Parallèlement, il convient de redéfinir la notion même de performance économique en prenant en compte non seulement la croissance du PIB, mais aussi les résultats que les pays obtiennent en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités ainsi que d'accélération de l'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation des effets de ces derniers. Un changement des mentalités s'impose.

4. Près de 1,8 milliard de personnes (soit un adulte sur trois) seront confrontées à des risques chroniques liés à l'emploi (chômage et emploi précaire, notamment), ou resteront en marge du marché du travail en 2030. Il a été démontré que les inégalités et la précarité de l'emploi se renforcent mutuellement, et qu'une augmentation des risques liés à l'emploi accroît aussi l'insécurité et les inégalités. Il faut mettre fin à ce cycle. En ce qui concerne l'objectif de développement durable n° 10, qui consiste à réduire les inégalités, l'orateur note que l'inégalité de revenus est en hausse mais qu'il ne s'agit pas d'un phénomène universel. Ainsi, le coefficient de Gini a diminué dans 17 des 19 pays d'Amérique latine et des Caraïbes au cours des 25 dernières années. Les bons résultats économiques des pays d'Asie de l'Est ont aussi entraîné une tendance à la diminution des inégalités entre les pays de cette région. Il n'en reste pas moins que plus des deux tiers de la population mondiale font face à des inégalités de revenus et de richesses, ce qui pourrait avoir des effets multiples sur la réalisation des objectifs de développement durable. Jusqu'à il y a peu, nombreux étaient les décideurs qui associaient augmentation de l'inégalité des revenus et accélération de la croissance. Toutefois, des recherches plus récentes tendent à prouver que le creusement des inégalités nuit à la croissance et sème le doute et l'insécurité et que, ce faisant, il renforce les divisions et porte atteinte à la

confiance des citoyens à l'égard des institutions et des gouvernements.

5. Le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat indique clairement que la communauté mondiale doit agir pour faire face aux changements climatiques. Les émissions de carbone, en baisse pendant quelques années, recommencent à augmenter, et les quatre dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées. La planète reste aux prises avec l'élévation du niveau de la mer et des phénomènes météorologiques extrêmes à la fois plus intenses et plus fréquents. Plus de deux milliards de personnes vivent dans des pays où le stress hydrique est important, effet à évolution lente des changements climatiques. Les pays en développement, en particulier les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés, sont les moins à même de faire face aux changements climatiques et les plus vulnérables aux risques climatiques. Le coût humain et les pertes économiques dus aux changements climatiques constituent une part sensiblement plus importante du PIB dans les pays en développement que dans les pays développés. Or les émissions de gaz à effet de serre par habitant sont 43 fois plus élevées dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible revenu. À mesure que les populations des pays en développement vont jouir d'une plus grande prospérité économique, leurs émissions par habitant vont augmenter. Il faut prendre d'urgence des mesures courageuses pour décarboniser la croissance économique et réduire, d'ici à 2030, les émissions de 45 % par rapport aux niveaux de 2010. De fait, les pays doivent parvenir à un taux net négatif de croissance de leurs émissions, en établissant de nouvelles contributions déterminées au niveau national et actualisant celles qui existent, et en intensifiant leurs mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets. Cela exigera un changement fondamental des modes de production et de consommation. Les nouvelles solutions destinées à assurer développement et prospérité doivent faire appel aux technologies, surtout celles qui exploitent les énergies renouvelables, pour décarboniser la croissance économique.

6. La croissance de la population mondiale déterminera les mesures à prendre à l'égard de plusieurs des objectifs de développement durable. D'après une édition récente du rapport de l'ONU intitulé *Perspectives de la population dans le monde*, la population mondiale atteindra environ 8,5 milliards de personnes en 2030. De nombreux pays en développement connaîtront vraisemblablement un dividende démographique qui pourrait stimuler leur

croissance économique. Pour cela, il faudra cependant que la croissance de l'emploi suive le rythme de l'accroissement démographique. L'accroissement de la population exige également une transformation fondamentale des modes de production et de consommation et un renforcement des mesures de durabilité environnementale. Par ailleurs, la population mondiale est de plus en plus vieille : en 2018, pour la première fois, les personnes âgées de 65 ans ou plus étaient plus nombreuses que les enfants de moins de cinq ans. Quant au nombre de personnes âgées de 80 ans ou plus, il devrait tripler, passant de 143 millions en 2019 à 426 millions en 2050, ce qui témoigne des avancées considérables qui sont faites pour ce qui est de réduire les taux de mortalité prématurée. Les États doivent investir dans le bien-vieillir, promouvoir l'épargne tout au long de la vie et renforcer les mécanismes de protection sociale proposés à toutes les étapes de la vie pour éviter que le vieillissement de la population exacerbe la vulnérabilité et creuse les inégalités. De plus, en 2050, plus des deux tiers de l'humanité vivra en zone urbaine. L'objectif 11, qui porte sur l'urbanisation durable, est essentiel pour faire en sorte que personne ne soit laissé de côté. Cet objectif prévoit la possibilité d'offrir, à la population croissante des villes, l'accès à un logement décent, à des soins de santé et à des services d'éducation. Parallèlement, la planification et le développement des villes doivent tenir compte de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, l'objectif étant de bâtir des villes durables pour l'avenir.

7. Les migrations internationales continueront d'influer sur la dynamique des populations. La croissance rapide de la population dans certaines régions, notamment l'Afrique subsaharienne, exacerbera vraisemblablement les pressions migratoires. L'augmentation de l'intensité des inondations, des sécheresses et de la perte de terres arables et de moyens de subsistance, ainsi que la violence et les conflits, contribueront aussi à accroître ces pressions. Les migrations internationales profitent presque toujours à la fois aux pays d'origine et aux pays de destination. Les migrations sûres, ordonnées et régulières demeurent une solution privilégiée pour venir à bout de la pauvreté et pourraient constituer un moyen d'adaptation aux changements climatiques. En outre, les fonds envoyés par les travailleurs migrants dans leur pays d'origine sont pour ces pays d'importants moyens de promouvoir l'éducation, la santé, l'entrepreneuriat et le développement social. Ces dernières années, l'hostilité aux migrations internationales s'est toutefois intensifiée dans un certain nombre de pays de destination. Même si les avantages économiques que les migrations de travailleurs entraînent pour les pays

d'accueil sont bien connus, au sein des populations locales, de plus en plus de gens redoutent que ces immigrants envahissent le marché du travail, constituent un fardeau pour l'économie ou cherchent à imposer leur religion ou leur culture. Il faut lancer une action concertée pour renforcer la gouvernance des migrations à l'échelle mondiale, qui constitue un moyen d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable.

8. L'évolution rapide de la technologie peut elle aussi contribuer à remédier à bon nombre des problèmes constatés. Il ne faut cependant pas tenir les technologies d'avant-garde pour acquises, car elles peuvent être des armes à double tranchant. Pour être en harmonie avec le bien commun, l'exploitation de la technologie doit être guidée par des choix de société réfléchis. Les technologies des énergies renouvelables, par exemple, peuvent aider à atteindre plusieurs objectifs de développement durable à la fois, notamment en élargissant les possibilités économiques, en créant des emplois décents, en réduisant les émissions de carbone, en inversant le cours du réchauffement planétaire, en contribuant au développement humain et en réduisant la pauvreté et les inégalités. La communauté internationale doit accorder la priorité aux technologies les plus prometteuses pour ce qui est d'améliorer la durabilité environnementale et de veiller à ce que les besoins en matière de nourriture, de logement, de santé et d'énergie soient satisfaits. Cette action est essentielle pour combler la fracture technologique qui sous-tend les écarts de développement en général.

9. Dans ce contexte, le multilatéralisme est un moyen prometteur d'exploiter les possibilités et de surmonter les défis liés à la réalisation des objectifs de développement durable. En effet, c'est grâce à des mécanismes multilatéraux, dans une foule de domaines allant du développement des échanges commerciaux à l'intégration économique, que plus d'un milliard de personnes sont sorties de la pauvreté au cours des trois dernières décennies. Comme l'a récemment indiqué le Secrétaire général, le renforcement du multilatéralisme passe à la fois par un engagement renouvelé à atteindre les objectifs et l'édification d'un monde plus sûr et plus juste pour les générations futures. Cet engagement est plus nécessaire que jamais, aussi bien de la part de l'ONU que de celle des dirigeantes et dirigeants et des citoyennes et citoyens du monde entier. Les objectifs de développement durable constituent un engagement commun à créer un monde de dignité pour tous. Le creusement des inégalités, les changements climatiques, l'intensification des pressions migratoires et l'évolution rapide de la technologie exigent une action collective et une réponse multilatérale plus énergique.

10. **M. Samper** (Président de la Wildlife Conservation Society), prononçant un discours liminaire, dit qu'on perd souvent de vue la relation d'interdépendance qui existe entre les objectifs de développement durable. Le Stockholm Resilience Centre a mis au point un modèle concentrique qui illustre bien cette relation d'interdépendance. À cet égard, les efforts déployés pour atteindre les objectifs sociaux et économiques doivent tenir compte des objectifs de développement durable n^{os} 13, 14 et 15, qui portent expressément sur les questions environnementales. Les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des 7,5 milliards d'habitants de la planète dépendent de la biodiversité et des solutions naturelles terrestres et marines. C'est cette relation qui a facilité l'urbanisation, le commerce mondial et la mondialisation au sens large.

11. Si les débats concernant le bien-être et la qualité de vie sont essentiels et font partie intégrante du mandat de l'Organisation des Nations Unies, ils doivent également porter sur les services rendus par les écosystèmes, qui non seulement fournissent nourriture et eau potable mais constituent le fondement des valeurs culturelles et spirituelles. Ces services ont été étudiés dans le cadre de l'*Évaluation des écosystèmes pour le millénaire* il y a dix ans, mais bon nombre d'entre eux sont instables ou se dégradent. Les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, adoptés dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, sont destinés à contrer et à inverser ces tendances. À cet égard, il importe que les gouvernements comprennent l'incidence des facteurs directs de la dégradation de l'environnement, tels que la transformation des habitats, les changements climatiques, les espèces envahissantes et la pollution, ainsi que celle des facteurs indirects, tels que la population, les questions économiques, la technologie, les conflits et les épidémies.

12. La population mondiale a doublé au cours des 50 dernières années, et elle devrait atteindre 8,5 milliards de personnes d'ici à 2050. Si l'on sait que la population n'est pas uniformément répartie et que les niveaux de bien-être, de croissance économique et de développement varient considérablement d'un pays et d'un continent à l'autre, l'empreinte de l'être humain et son impact sur la nature ne sont pas toujours bien compris. Selon les estimations issues d'une étude récente, 23 % seulement des écosystèmes terrestres du monde sont encore intacts, ce qui signifie qu'en l'espace de 200 ans, l'espèce humaine a transformé 77 % de la surface de la planète. La moitié des terres transformées sert actuellement à produire des aliments ; le reste est dégradé et doit être réhabilité. Les incidences de l'activité humaine varient selon les écosystèmes. Les régions tempérées et tropicales accusent des taux de

déforestation élevés, et les prairies subissent aussi des transformations. Il faut prendre conscience de l'impact qu'ont ces modifications, notamment sur les populations vivant dans les écosystèmes concernés. L'un des effets les plus graves est que la diversité de la vie sur terre se trouve menacée. Dans un rapport publié récemment, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques a appelé l'attention sur la question, soulignant que, selon les estimations, 1 million d'espèces (sur les 8 millions recensées par la communauté scientifique) sont menacées d'extinction d'ici à 2050. De nombreuses autres espèces sont menacées et, faute d'avoir été étudiées, elles ne pourront pas être réhabilitées si elles disparaissent. Toutes ces espèces sont importantes en tant que telles mais aussi en raison de leur contribution à la vie et au bien-être de l'être humain.

13. Pour faire face à l'appauvrissement de la diversité biologique, il est capital de préserver les écosystèmes encore intacts. À cet égard, des progrès notables ont été accomplis au cours des dix dernières années. On compte aujourd'hui 15% de zones terrestres protégées, par exemple grâce au statut de parc naturel ou de réserve autochtone, si bien que l'objectif d'Aichi correspondant devrait être atteint d'ici à 2020. L'étendue des systèmes marins protégés a doublé au cours des dix dernières années, notamment dans les zones côtières, mais il reste encore beaucoup à faire. Les États parties à la Convention sur la diversité biologique ont accru le nombre de zones protégées dans de nombreuses régions du monde. Certaines zones importantes ne sont cependant pas protégées. À cet égard, une proposition notable tendant à ce que 30 % des terres soient protégées d'ici à 2030 a été formulée à l'issue du débat sur le programme de développement durable pour l'après-2020. Il importe également de mettre l'accent sur la réhabilitation des zones dégradées. De nombreux systèmes de production doivent être repensés. En effet, s'il est très souvent impossible de produire des cultures vivrières lorsque les sols sont dégradés, il existe toute une gamme d'outils, tels que le boisement et le reboisement, qui offrent de formidables perspectives de réhabilitation. Il existe également des possibilités intéressantes d'investir dans la réhabilitation des zones dégradées, notamment par le biais du Fonds vert pour le climat, ce qui pourrait contribuer indirectement à la réalisation de la plupart des objectifs de développement durable.

14. Les changements climatiques font l'objet d'une attention justifiée, y compris dans le cadre du Sommet sur l'action pour le climat qui se tiendra en septembre 2019. Les débats à ce sujet portent souvent sur les

secteurs de l'énergie et des transports, mais sans tenir compte des solutions naturelles déjà disponibles, qui permettraient non seulement de répondre aux préoccupations climatiques mais aussi de contribuer au bien-être des individus et à la biodiversité. Selon les estimations, les solutions fondées sur la nature, notamment la protection des forêts intactes et le développement de l'agroforesterie, contribueraient à hauteur de 30 % à remédier au problème des changements climatiques. Ces solutions ne sont pas suffisamment prises en compte dans les engagements nationaux en matière de développement. L'orateur prie instamment les gouvernements d'envisager d'y recourir, ce qui pourrait également renforcer les moyens de subsistance de la population. Bien que certains des objectifs de développement durable soient loin d'être atteints, la voie à suivre est claire : il faut protéger les écosystèmes qui sont encore intacts et privilégier les solutions fondées sur la nature.

15. **M^{me} Verburg** (Sous-Secrétaire générale et Coordinatrice du mouvement Renforcer la nutrition), animatrice, déclare qu'elle espère que le dialogue sur les politiques viendra enrichir les réunions de haut niveau qui se tiendront en septembre 2019. Les intervenants se pencheront sur les transformations en profondeur qui sont d'une importance capitale pour la mise en œuvre du Programme 2030, sur l'effet prévu des tendances et scénarios futurs sur la réalisation des objectifs de développement durable, et sur ce qui ressort des scénarios actuels concernant les décisions de politique générale et les moyens d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs.

16. **M^{me} Andersson** (Ministre de l'éducation de la Finlande), experte, affirme que la grande tendance ayant l'incidence la plus grave sur la mise en œuvre du Programme 2030 est le changement climatique. Le moment est venu de reconnaître qu'il n'y a plus de marge de manœuvre : la planète se consume. Les gouvernements doivent répondre à l'appel à l'action des étudiants et des jeunes qui manifestent dans les rues du monde entier et intensifier leurs efforts. Étant donné que tous les objectifs de développement durable et les grandes tendances mondiales qui les concernent sont interdépendants, le seul moyen d'aller de l'avant est d'agir ensemble, en recourant à un modèle fondé sur des règles, en renforçant la cohérence des politiques et en collaborant avec l'ensemble des pouvoirs publics et de la société, notamment la société civile, le secteur privé et les milieux universitaires. Il faut exploiter toutes les possibilités qu'offrent la technologie, la recherche et l'innovation.

17. Le nouveau Gouvernement finlandais s'est fixé un objectif ambitieux : transformer, d'ici à 2030, la société

finlandaise en une société durable sur les plans social et économique. Un des principaux objectifs consiste à faire de la Finlande un pays neutre en carbone d'ici à 2030, et un pays au bilan carbone négatif quelques années plus tard. À cette fin, il faudra adopter une stratégie d'application des politiques mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics, mettre en place une réforme fiscale durable et intégrer les objectifs de développement durable dans les mécanismes budgétaires, ce qui aura des conséquences pour l'utilisation des ressources à l'échelon national. Pour faire en sorte que cette transition soit équitable et ne fasse pas de laissés pour compte, il faudra que la nouvelle politique relative au climat s'assortisse d'investissements dans l'éducation et la protection sociale. Compte tenu du rythme rapide de l'évolution technologique et de la polarisation des compétences, le coût de l'inertie en matière d'éducation dépasserait rapidement celui de l'investissement dans ce domaine. Les mesures visant à résoudre la crise mondiale de l'apprentissage devraient ainsi être au cœur des activités menées dans le cadre du Programme 2030. Il s'agira d'investir dans la formation professionnelle et la formation continue afin d'améliorer à la fois les perspectives des jeunes et les possibilités de recyclage et de perfectionnement des travailleurs tout au long de leur carrière.

18. **M^{me} Al-Roumi** (Ministre d'État pour le bonheur et le bien-être et Directrice générale du Cabinet du Premier Ministre des Émirats arabes unis), experte, souligne que la condition essentielle de la mise en œuvre du Programme 2030 est la bonne gouvernance, autrement dit des institutions publiques et une administration efficaces. L'érosion de la confiance à l'égard du gouvernement et les perturbations liées à la technologie sont des problèmes répandus ; pour inverser ces tendances, les gouvernements doivent se réinventer, y compris en adoptant de nouveaux modèles en matière de services et de politiques, et en voyant dans les enfants d'aujourd'hui les citoyens, les travailleurs et les clients de 2030. La bonne gouvernance est également importante pour assurer la stabilité, prévenir les conflits et l'effondrement des États, aider les pays en transition et favoriser le bien-être et la prospérité de tous. Le Gouvernement des Émirats arabes unis privilégie activement la préparation à l'avenir dans ses mesures de mise en œuvre du Programme 2030 et sa stratégie nationale à long terme, appelée Plan 2071. Il s'agit de trouver un juste équilibre entre la planification à long terme et les mesures à court terme, de se doter des moyens d'utiliser les données et les technologies pour améliorer les politiques et la prestation de services, de faire en sorte que le gouvernement serve de plateforme de collaboration avec la société civile et le secteur privé,

et de développer la capacité de s'adapter rapidement aux changements.

19. **M. Nakićenović** (Directeur général adjoint par intérim de l'International Institute for Applied Systems Analysis), expert, dit que le monde fait face à de nombreux obstacles, notamment l'augmentation des émissions de carbone et le creusement des inégalités, qui entravent les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Les objectifs sont porteurs de changement et représentent un nouveau contrat social. Il faudra donc plus que des changements progressifs pour les atteindre. L'International Institute for Applied Systems Analysis a participé à un projet visant à imaginer le monde en 2050 et à élaborer des modèles de développement durable destinés à assurer la réalisation des objectifs. Il en est ressorti qu'une transformation s'imposait dans les domaines suivants : éducation et santé, consommation et production, décarbonisation et énergie, biosphère et utilisation des terres, villes intelligentes, révolution numérique. En mettant l'accent sur ces domaines, le projet donne une vue simplifiée des 17 objectifs de développement durable et permet d'entrevoir les synergies et les avantages multiples possibles. Le rapport sur le projet est disponible sur le site Web de l'Institut. Y sont proposés, pour réaliser ces transformations, des scénarios faisant appel aux sciences et à la technologie, y compris la révolution numérique. L'Institut a également procédé à une analyse intégrée des objectifs de développement durable et de leurs cibles. L'essentiel est de dégager des synergies entre les objectifs et les solutions qui produisent des avantages multiples.

20. **M. Kono** [Secrétaire général adjoint de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)], expert, dit que pour accélérer les progrès sur la voie du développement durable, les gouvernements devraient prendre des mesures dans trois domaines. Premièrement, il faut des approches stratégiques véritablement intégrées, revêtant la forme de plans de développement nationaux. L'OCDE collabore notamment avec la Colombie, le Costa Rica, la Slovaquie et la Slovénie pour rendre leurs stratégies nationales de développement propices à la réalisation des objectifs de développement durable, tout particulièrement en les aidant à créer des mécanismes de coordination et à se doter d'outils de gestion des données. Deuxièmement, les gouvernements devraient aligner leurs politiques en matière de développement durable sur les objectifs qui portent sur l'action climatique, afin de favoriser l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. Compte tenu de la menace que les changements climatiques représentent pour l'existence même de

l'humanité, l'inaction à ce chapitre enlèverait toute pertinence aux initiatives en faveur d'une croissance inclusive. À cet égard, l'OCDE appuie les efforts visant à développer l'infrastructure en vue du passage à l'économie verte. Troisièmement, les gouvernements devraient optimiser l'utilisation des technologies, y compris le numérique, pour que l'innovation et le développement des compétences contribuent à une croissance inclusive.

21. **M^{me} Andersen** (Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement), experte, dit que les êtres humains ne peuvent pas se passer d'une atmosphère viable et d'eau salubre. Il faut bien comprendre les conséquences de l'activité humaine. D'après les prévisions, même si l'on atteint l'objectif consistant à limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C – ce que la tendance actuelle ne permet pas d'espérer –, entre 70 % et 90 % des zones de pêche et la moitié des habitats des insectes pollinisateurs, lesquels sont indispensables à la production alimentaire, vont disparaître. En plus des changements climatiques et de l'appauvrissement de la biodiversité, la pollution de l'air constitue un défi majeur. En 2016, la pollution de l'air a fait plus de victimes que la Seconde Guerre mondiale en un an. Ce sont les personnes les plus vulnérables qui sont les plus durement touchées par ces problèmes.

22. Les solutions sont simples et relèvent entièrement des gouvernements. Il faut adopter des mesures incitatives propres à transformer les économies reposant sur l'extraction, les émissions et l'élimination en économies circulaires qui tirent le maximum de leurs ressources. À cet égard, l'objectif de développement durable n° 12 fait expressément référence aux modes de consommation et de production. Pour réaliser l'objectif 7, il faut augmenter de 60 % la production d'énergie. Le Secrétaire général a recommandé l'élimination des centrales thermiques alimentées au charbon. Pour ce faire, il faut accroître les investissements dans les sources d'énergie renouvelables. L'agriculture étant le principal facteur d'appauvrissement de la biodiversité, les États doivent se tourner vers les techniques agricoles propices à la biodiversité, qui sont déjà connues. Plutôt que de subventionner la production de produits chimiques, d'engrais et de pesticides, les pouvoirs publics devraient financer les formes d'agriculture qui ont des retombées favorables pour la nature. Les villes vertes – plus sûres, moins chaudes et plus agréables que les villes existantes – sont également réalisables. Il coûtera beaucoup moins cher de lutter contre la pollution, l'appauvrissement de la biodiversité et les changements climatiques que de gérer les conséquences de ces

phénomènes. Ouragans, méga-tempêtes, incendies forestiers et canicules ont déjà entraîné des pertes de billions de dollars, qui iront en augmentant si aucune mesure n'est prise. Le Coalition pour le climat et la qualité de l'air, composée de centaines de partenaires, accomplit un travail important dans le domaine de l'action climatique. Bel exemple de réussite du multilatéralisme, l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, ratifié en janvier 2019, permettra de protéger la couche d'ozone et d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre. Il incombe aux États Membres de faire fond sur ces avancées et de prendre de nouvelles mesures, comme l'exigent les enfants et les jeunes qui manifestent partout dans le monde en faveur du climat.

23. **M. Mohieldin** (Premier Vice-président du Groupe de la Banque mondiale), personne-ressource, déclare qu'il est indispensable de mieux comprendre les données si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable. Bien que les objectifs, cibles et indicateurs aient fait l'objet de nombreuses discussions, les données disponibles sont insuffisantes pour appréhender la réalité sur le terrain. En amont des sommets de septembre 2019, il est temps de s'accorder sur des indicateurs essentiels qui donneront une image claire de la situation et des indications sur la marche à suivre aux responsables politiques et au public. Des financements plus importants sont également nécessaires pour atteindre les objectifs, car la dette publique et la vulnérabilité à l'endettement sont en hausse. La mobilisation de ressources intérieures est insuffisante et, si les représentants du secteur privé ont manifesté un vif intérêt pour la réalisation des objectifs, les quelques initiatives d'investissement privé qui ont été lancées ne sont pas suffisantes. La Banque mondiale estime que, rien que pour atteindre les objectifs de développement durable liés aux infrastructures, les pays en développement devraient dépenser plus de 4 % de leur PIB, soit plusieurs billions de dollars. Il faut agir pour faire face à la faible croissance, à la baisse des investissements étrangers directs et aux crises de la dette qui se profilent. À cet égard, les États doivent soutenir le secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes dans les zones rurales.

24. La mise en œuvre du Programme 2030 doit se faire au niveau des pays. La Banque mondiale intervient au niveau des pays et il existe des plates-formes nationales pouvant être mobilisées en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable. Il est aussi important de mener des activités aux niveaux local et régional. Par exemple, au Moyen-Orient, les Émirats arabes unis, le Maroc et l'Égypte se livrent une saine

concurrence pour créer la plus grande plate-forme d'énergie solaire renouvelable. Au niveau international, il est nécessaire d'ouvrir un dialogue permettant de faire connaître les résultats obtenus par les divers mécanismes destinés à suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs, notamment les examens nationaux volontaires, les mécanismes d'investissement étranger direct et les indicateurs de développement durable. Les décideurs locaux seront ainsi encouragés à investir dans le capital humain, à optimiser les investissements dans les infrastructures, y compris la numérisation, et à se préparer aux chocs produits par les changements climatiques.

25. **M^{me} Dashti** (Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale), intervenante principale, dit que la volonté, la persévérance, l'engagement et la détermination à mettre en œuvre le Programme 2030 devraient être indéfectibles. Outre les problèmes mentionnés par les personnes ressources, les conflits constituent un risque majeur pour le développement durable, qu'ils résultent d'injustices sociales et économiques telles que l'inégalité, la fracture technologique, le dénuement économique ou la restriction des libertés, de facteurs environnementaux tels que la pollution de l'air ou la mauvaise utilisation de l'eau et des sols, ou de l'affaiblissement du multilatéralisme et de l'action collective.

26. **M^{me} Guillibrand de la Jara** (Directrice exécutive de Red Voluntarios de Chile), intervenante principale, s'exprimant également au nom de Volunteer Groups Alliance, déclare qu'elle représente la société civile, en particulier le mouvement bénévole. Un milliard de personnes œuvrent à titre bénévole et s'emploient activement à engager le dialogue et à créer des partenariats avec les gouvernements afin de renforcer la société civile. Cette dernière est prête à coopérer avec les gouvernements aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable et peut leur fournir des données et mettre à leur disposition ses compétences dans ce domaine et sa connaissance des processus. La mise en œuvre du Programme 2030 exigera que les gouvernements mettent en place des mécanismes permettant à tous les secteurs de la société de faire entendre leur voix, que les organisations de la société civile soient transparentes, efficaces et conscientes de leur influence, et que les citoyens agissent et soient conscients des devoirs et responsabilités qui sont les leurs. Le bénévolat est nécessaire à la mise en œuvre du Programme 2030 et peut contribuer à bâtir des sociétés plus solides et plus inclusives.

27. **M. Al Kaabi** (Observateur des Émirats arabes unis) souligne que la première mesure prise par le

comité national des Émirats arabes unis sur les objectifs de développement durable a été de faire concorder le programme national de développement durable avec les objectifs et d'améliorer la collecte de données pour mieux satisfaire aux besoins découlant des objectifs. La Banque centrale du pays a lancé deux enquêtes la même année, l'une sur l'inclusion financière et l'autre sur les microentreprises et les petites et moyennes entreprises. Un grand nombre de personnes travaillant dans des domaines très divers ont été sondées, afin que les résultats des enquêtes permettent d'orienter les politiques et les réformes de façon que ces entreprises puissent contribuer à la croissance économique et créer de nouveaux emplois. Les enquêtes ont également mis en lumière l'importance de la recherche axée sur les données pour améliorer les stratégies de prise de décisions.

28. **M^{me} Moësse** (Plan International), s'exprimant au nom du grand groupe des organisations non gouvernementales, estime que les plus marginalisés doivent pouvoir s'exprimer sur les questions ayant une incidence sur leur avenir. Si l'on veut donner à la population des moyens d'agir et atteindre les objectifs de développement durable, les organisations de la société civile doivent mettre en place des instruments formels et informels permettant à chacun de se faire entendre. La collecte de données et la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques nécessitent également la participation active et effective de tous les secteurs. Les gouvernements doivent faire respecter les normes relatives aux droits de l'homme à tous les niveaux et renforcer et développer les connaissances locales au moyen d'une éducation et d'une formation professionnelle inclusives et fondées sur des valeurs.

29. **M. Kai-Kai** (Observateur de la Sierra Leone), Ministre de la planification et du développement, affirme que le principal obstacle au développement durable des pays à faible revenu est le financement. Il demande au représentant de la Banque mondiale ce que cette institution pourrait faire pour aider le secteur privé des pays en développement à bénéficier des billions de dollars qui sont disponibles dans les pays développés pour financer des activités liées aux objectifs de développement durable.

30. **M. Kiri** (Observateur de l'Organisation internationale de la Francophonie) dit que son expérience sur le terrain lui a montré que les jeunes ont beaucoup d'idées innovantes en ce qui concerne les carrières et les parcours professionnels, ainsi qu'un grand désir d'entreprendre, mais ils manquent de moyens financiers et les institutions financières ne veulent pas prendre de risques en finançant leurs projets. Il demande au représentant de la Banque

mondiale comment il serait possible d'allier le commerce, le Programme 2030 et les contributions déterminées au niveau national de manière à faire évoluer les modes de production et de consommation et à favoriser l'essor de nouveaux secteurs d'activité susceptibles de transformer les économies et de créer de nouveaux emplois.

31. **M. Mainassara** (Observateur du Niger), Directeur général du plan et de la prospective, affirme que la question des changements climatiques est clairement liée à celle de la sécurité. Dans les pays du Sahel, ce lien aura une incidence sur la réalisation des objectifs de développement durable, tant en termes de financement du développement que de mise en œuvre de l'Accord de Paris au moyen de contributions déterminées au niveau national.

32. **M. Tavares** (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) considère qu'il est possible et nécessaire de transformer les systèmes alimentaires pour parvenir au développement durable. Cette transformation est un moyen d'aller de l'avant et d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030, comme le souligne le dernier Rapport mondial sur le développement durable. Il est clair que le système alimentaire actuel est défaillant, non seulement car il a des effets négatifs sur l'environnement, mais aussi parce la planète compte plus de 800 millions de personnes qui souffrent encore de la faim et autant de personnes obèses. Les exploitations familiales devraient être au cœur du système alimentaire, car la majorité des personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont concentrées dans les zones rurales et n'ont pas accès aux services de base. La transformation des zones rurales se répercuterait sur le système alimentaire et favoriserait le développement durable. L'orateur demande comment il est possible de mieux exploiter le potentiel de mise en œuvre du Programme 2030, que ce soit en y consacrant davantage de ressources, en collectant plus de données ou en renforçant l'engagement politique.

33. **M. Fondukov** (Fédération de Russie), notant que les technologies propres et respectueuses de l'environnement sont coûteuses, s'interroge sur les moyens de trouver un équilibre entre le financement de la viabilité écologique, d'une part, et la satisfaction des besoins fondamentaux et la prestation de services sociaux, d'autre part. La question intéresse aussi bien les pays en développement que les pays à revenu intermédiaire et les pays développés.

34. **M. Mohieldin** (Premier Vice-président du Groupe de la Banque mondiale) dit que si l'on veut accélérer la mise en œuvre du Programme 2030, il faut combler les lacunes en matière de collecte de données afin de

renforcer les politiques et les institutions. On constate également un manque d'inclusion financière, qui touche particulièrement les femmes rurales de moins de 25 ans. La Banque mondiale a lancé, avec la Wharton School de l'Université de Pennsylvanie, une initiative visant à promouvoir l'innovation dans le financement du développement dans les universités de plusieurs régions. Certaines des idées issues de cette initiative ont été adoptées par la Société financière internationale. Les actionnaires de la Banque mondiale ont récemment décidé d'accroître les capitaux destinés aux investissements visant à aider les pays à faible revenu et les pays sortant d'un conflit à soutenir les femmes chefs d'entreprise et à aider le secteur privé à lutter contre la pauvreté. Les ressources destinées à l'Association internationale de développement, qui vient en aide aux pays les plus pauvres, sont en train d'être reconstituées, grâce notamment aux États qui respectent leur engagement de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement.

35. **M^{me} Andersen** (Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement) rappelle que les conflits trouvent souvent leur origine dans la pénurie écologique résultant de la sécheresse, de l'insécurité foncière et de l'improductivité des terres, qui provoquent des migrations massives et un sentiment d'insécurité parmi les populations d'accueil. De fait, il est souvent possible de prédire l'apparition des conflits des années à l'avance en étudiant l'état de l'environnement. Par conséquent, les efforts de rétablissement de la paix à long terme doivent prévoir des investissements dans la durabilité et les infrastructures liées à la nature. Lors du forum politique de haut niveau, des États du monde entier ont présenté leurs institutions nationales de coordination pour le développement durable. Une telle planification centralisée contribue à l'élaboration d'une solution efficace. Lorsque les gouvernements mettent le Programme 2030 et le climat au cœur de leurs politiques, tous les autres éléments – mesures d'incitation, grandes orientations et cohérence des politiques, notamment – se mettent naturellement en place.

36. Les États en développement devraient vérifier s'ils appliquent des mesures d'incitation en faveur du financement vert ou s'il existe des obstacles qui détournent les fonds qui pourraient être consacrés à cet effet. L'élimination du gaspillage alimentaire permettrait à la fois de lutter contre la faim et de régler les problèmes environnementaux. Actuellement, 33 % des aliments produits sont gaspillés, soit par les consommateurs soit dans la chaîne d'approvisionnement. Ces déchets sont à l'origine d'une

grande part des émissions de gaz à effet de serre. Vu le coût de l'inaction environnementale, l'idée selon laquelle durabilité écologique et croissance économique sont en concurrence est erronée. Les gouvernements doivent orienter leurs politiques afin de faire progresser les activités dans ces deux domaines.

37. **M. Kono** [Secrétaire général adjoint de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)] indique que dans son rapport intitulé « Financing Climate Futures : Rethinking Infrastructure », l'OCDE énumère six domaines dans lesquels les apports financiers pourraient être redistribués pour servir les objectifs climatiques et ainsi bâtir une infrastructure résiliente. Les investisseurs indiquent souvent que c'est le manque d'informations qui les empêchent d'investir. L'orateur encourage donc les États Membres à planifier le développement des infrastructures et à fournir davantage d'informations, en mettant l'accent sur les données et l'innovation. La Banque mondiale a émis une obligation basée sur une chaîne de blocs, exemple prometteur de technologie qui pourrait être utilisée pour élargir la base d'investisseurs. Les États membres devraient aussi recourir davantage à la budgétisation verte pour renforcer la coordination et communiquer des informations sur les mesures de transparence qu'ils appliquent.

38. **M^{me} Al Roumi** (Ministre d'État chargée du bonheur et du bien-être et Directrice générale du Cabinet du Premier Ministre des Émirats arabes unis) explique que le Cabinet du Premier Ministre dispose d'un système rigoureux permettant de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs nationaux de développement durable. Elle est d'avis que les États Membres devraient travailler ensemble au suivi de la mise en œuvre du Programme 2030. Par ailleurs, son gouvernement accorde une grande importance à la préparation à l'avenir, et a notamment créé un portefeuille ministériel dédié au bien-être, qui est essentiel au développement. Il s'est également préparé à agir rapidement en créant un centre chargé d'étudier les réglementations et les politiques qui seraient nécessaires en vue de la quatrième révolution industrielle.

39. **M^{me} Andersson** (Ministre finlandaise de l'éducation) estime qu'en ce qui concerne le financement de la lutte contre les changements climatiques, les fonds publics ne sont pas investis où ils devraient l'être. Il faut s'efforcer d'éliminer les subventions aux combustibles fossiles. Les États doivent également utiliser plus rationnellement la taxe carbone et les autres mécanismes budgétaires dont ils disposent, afin que l'allocation des fonds soit cohérente avec les objectifs de la politique climatique.

L'éducation est essentielle pour faire en sorte que toutes les voix soient entendues dans le contexte du Programme 2030. La crise de l'apprentissage fait que la moitié des enfants scolarisés ne maîtrisent pas suffisamment la lecture et les mathématiques. Dans une société où la technologie évolue rapidement, cette situation pourrait créer une nouvelle dimension d'inégalité sociale à l'échelle mondiale. Il faut tout particulièrement s'efforcer de soutenir les enseignants et d'améliorer la qualité de l'enseignement professionnel. Les investissements dans le capital humain et la transformation écologique doivent aller de pair. La légitimité de la politique climatique dépend de la volonté des gouvernements d'investir dans l'éducation et la protection sociale. En outre, l'innovation, la recherche et la connaissance sont indispensables au règlement de la crise climatique.

40. **M. Nakićenović** (Directeur général adjoint par intérim de l'International Institute for Applied Systems Analysis) déclare qu'en ce qui concerne le financement du développement durable, le problème n'est pas le manque de capitaux, mais le fait que les capitaux soient investis dans des instruments spéculatifs plutôt que dans l'économie verte. Il faut mettre en place des politiques gouvernementales solides, crédibles et à long terme pour attirer les capitaux, et des mécanismes de réglementation stables pour soutenir l'entrepreneuriat et encourager les idées novatrices. Les recherches effectuées par l'organisation de l'orateur ont montré qu'il coûtait 40 % moins cher d'investir à la fois dans l'amélioration de la sécurité énergétique, la réduction de la pollution atmosphérique et la lutte contre les changements climatiques que dans chacun de ces domaines séparément. C'est pourquoi il est important de bien comprendre les synergies qui existent entre ces domaines. Par ailleurs, les États devraient s'efforcer de réduire les risques liés aux investissements verts afin d'améliorer les flux de capitaux. Enfin, des subventions sont indûment attribuées : s'il est généralement admis que les investissements dans le charbon nuisent à l'environnement, cette industrie est encore très fortement subventionnée.

41. **M. Mohieldin** (Premier Vice-président du Groupe de la Banque mondiale) rappelle que si la Banque mondiale a utilisé avec succès la technologie de la chaîne de blocs pour émettre des obligations vertes, il est important de distinguer cette technologie des cybermonnaies, qui sont des outils de spéculation et que la Banque mondiale ne considère pas comme des devises. La Banque mondiale collabore avec les États pour promouvoir l'investissement dans le capital humain, les infrastructures et la résilience aux changements climatiques, mais les gouvernements ont

pour leur part la responsabilité de rassembler la société civile, le secteur privé et les autorités locales. Au niveau national, les ministres des finances doivent participer aux discussions sur le développement durable, car on ne peut agir sur un sujet que s'il est prioritaire dans le budget.

42. **M^{me} Verburg** (Sous-Secrétaire générale et Coordinatrice de l'initiative Renforcer la nutrition) considère que les ministères devraient tenir compte, dans leurs indicateurs de performance, de la nécessité d'établir des priorités entre leurs portefeuilles dans la planification budgétaire.

43. **M. Kono** (Secrétaire général adjoint de l'OCDE) indique que l'OCDE a publié un ensemble de principes visant à faciliter le financement mixte, qui combine financement public et financement privé et répartit la charge des risques. Les villes doivent être associées aux efforts de développement durable, car elles peuvent offrir une impulsion politique et donner accès à des données importantes et à des connaissances sur les moyens d'améliorer le bien-être des gens.

44. **M. Samper** (Président de la Wildlife Conservation Society) estime que les gouvernements devraient commencer à s'attaquer aux principaux obstacles à la mise en œuvre du Programme 2030 en se concentrant sur les indicateurs de résultats de chacun de leurs ministères, car les activités menées dans des domaines tels que l'éducation et l'agriculture sont liées à l'action climatique. Des solutions telles que les technologies de réduction des émissions et les démarches axées sur la nature sont déjà disponibles et peuvent être rapidement mises en œuvre. Une volonté politique claire au plus haut niveau se traduit par des plans nationaux de développement concrets et des engagements financiers. Le Costa Rica offre un bon exemple en la matière, car il a fait des progrès remarquables vers la neutralité carbone en augmentant ses surfaces boisées et en réduisant ses émissions par des mesures qui pourraient être reproduites ailleurs.

45. **M^{me} Gabrielle-Wise** (Observatrice de la United States Sustainable Development Corporation) pense que la justice réparatrice peut contribuer à la croissance économique dans le contexte des objectifs de développement durable, en offrant aux populations vulnérables des possibilités économiques dont elles ont toujours été privées. Ce n'est pas une question de charité ou de culpabilité individuelle : il s'agit de reconnaître la nécessité de compenser les effets de politiques nationales qui, pendant des décennies, ont porté préjudice à un groupe particulier. Aux États-Unis d'Amérique, 40 millions d'Afro-Américains, qui représentent la plus grande minorité du pays, sont issus

de peuples provenant de différentes régions du monde qui ont été réduits en esclavage et mélangés de force et qui ont contribué à bâtir la plus grande économie du monde. Les descendants de ces personnes ont été privés des avantages économiques qui en découlent. L'oratrice demande si d'autres pays développés qui ont connu des inégalités de ce type ont envisagé la justice réparatrice comme un moyen d'y remédier.

46. **M. Aguilar Colindres** (Observateur du Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes) considère qu'il faut mettre à contribution de nouvelles parties prenantes pour faire face aux grandes tendances qui nuisent à la mise en œuvre du Programme 2030, en particulier les dommages causés à la biosphère. Les peuples autochtones peuvent apporter une contribution majeure à la préservation des 23 % des écosystèmes de la planète qui sont encore intacts. L'orateur demande aux décideurs d'envisager de nouveau la possibilité de faire une place aux peuples autochtones dans les plans qu'ils élaborent pour atteindre les objectifs de développement durable.

47. **M^{me} Larue** (Observatrice de la République dominicaine) demande des conseils sur les moyens de sensibiliser les jeunes aux questions environnementales en tenant compte du fait que les pays en développement disposent de ressources limitées.

48. **M^{me} Henshaw** (Observatrice de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques) note que, sans avoir fait l'objet d'un débat, le fait de dissocier la croissance économique de ses effets est devenu un principe accepté à l'OCDE et dans d'autres organisations internationales. Dans le contexte des objectifs de développement durable, on part du principe qu'une croissance économique sans fin favorisera la durabilité. Toutefois, les grands progrès scientifiques et technologiques accomplis au cours des dernières 50 années n'ont pas eu pour effet de réduire l'impact de l'homme sur l'environnement et n'ont conduit qu'à une augmentation de la production. Cet élément central du développement durable n'étant manifestement pas stable, l'oratrice propose de revenir à une croissance naturelle. Après une période de consolidation et d'ajustement, les économies se stabiliseraient et prospéreraient sans avoir besoin d'une croissance sans fin.

49. **M. Bruce** (Observateur de l'Australie), constatant le conflit qui existe entre les intérêts nationaux qui motivent la prise de décisions et l'approche collective dont dépend la réalisation du Programme 2030, demande comment les personnes ressources

expliqueront aux dirigeants mondiaux en quoi l'approche collective est la meilleure voie à suivre.

50. **M^{me} Niahosa** (Documentation and Information Network for Indigenous Peoples Sustainability), s'exprimant au nom du grand groupe des femmes, affirme que l'effondrement climatique devrait être le thème central du débat car il constitue une menace pour la démocratie, les droits de l'homme et l'existence même de l'espèce humaine. Partout dans le monde, les gens demandent des mesures urgentes que les gouvernements rechignent à prendre. Depuis longtemps, des hommes en position de pouvoir tirent profit de l'exploitation des ressources naturelles mais aussi de celle des femmes et d'autres groupes marginalisés. L'oratrice demande ce que font la Banque mondiale et l'OCDE pour veiller à ce que les financements ne soient plus alloués à l'industrie militaire et au secteur des combustibles fossiles mais servent à concrétiser les priorités économiques, sociales et environnementales et à répondre aux besoins des groupes marginalisés. Les organisations de femmes devraient être financées et prises en compte dans les projets et les discussions, y compris les sommets de haut niveau qui se tiendront en septembre 2019.

51. **M^{me} Hastings-Williams** (Observatrice du Guyana), Ministre d'État au Cabinet de la présidence, demande comment l'éducation pourrait être réformée pour faciliter la mise en œuvre du Programme 2030 à l'échelle nationale.

52. **M. Ndiaye** (Observateur du Sénégal) demande s'il est nécessaire d'attendre que toutes les données ventilées nécessaires soient disponibles avant de prendre des mesures en faveur développement durable. En attendant que ces données soient disponibles, il se demande s'il est possible d'adopter une approche itérative.

53. **M^{me} Andersson** (Ministre finlandaise de l'éducation) rappelle qu'en ce qui concerne la réforme de l'éducation, chaque pays a ses propres problèmes à régler. En Finlande, la politique de l'éducation vise avant tout à offrir aux enseignants une formation de qualité tout au long de leur vie professionnelle. Elle met aussi l'accent sur l'éducation de la petite enfance, l'enseignement professionnel et les mesures à prendre pour garantir que les étudiants titulaires d'un diplôme professionnel puissent accéder à l'enseignement postsecondaire. Le développement durable a été pris en compte dans les programmes d'enseignement et une récente réforme visant à intégrer l'éducation multidisciplinaire a permis aux enseignants d'aborder la question de l'environnement dans le cadre de cours portant sur d'autres matières.

54. **M^{me} Andersen** [Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)] constate que bien que les modèles économiques qui dissocient la croissance économique de ses effets soient considérés comme non viables, un certain nombre de facteurs entretiennent le système en vigueur, qui repose sur la recherche d'une croissance économique sans fin. Par exemple, le travail est soumis à l'impôt, mais ce n'est pas le cas des ressources ou des sous-produits de leur utilisation, comme les émissions et les effluents. En outre, les cadres réglementaires font souvent obstacle à la gestion à long terme des ressources, et les pays avaient tendance à favoriser les technologies existantes plutôt que d'envisager de nouvelles perspectives. En outre, les banques privées ne sont généralement pas disposées à accorder des prêts pour de nouveaux programmes. La réalisation de l'objectif de développement durable n° 12, sur la modification des modes de consommation et de production, et la mise en place de cadres réglementaires appropriés pourraient aider à dissocier les causes et les effets.

55. **M. Mohieldin** (Premier Vice-président du Groupe de la Banque mondiale) indique qu'en ce qui concerne la justice réparatrice, dans de nombreux pays, l'investissement dans le capital humain n'a pas le même effet sur toutes les communautés. Un certain nombre d'économistes éminents ont constaté que ces résultats inégaux sont souvent dus à des désavantages intergénérationnels d'origine politique plus qu'économique. Souvent, la modification de lois discriminatoires est nécessaire.

56. En ce qui concerne l'appui apporté par la Banque mondiale au secteur privé, en particulier en Sierra Leone, la Société financière internationale dispose d'un bureau dans le pays. La Banque applique une stratégie fondée sur les principes du Groupe des Vingt pour inciter le secteur privé à investir dans la croissance et le développement durable (Principes de Hambourg), l'accent étant mis sur l'aide aux petites et moyennes entreprises, l'établissement de règles de gouvernance et l'état de droit, la lutte contre la corruption et la mise en place de conditions plus favorables aux investissements.

57. **M. Kono** (Secrétaire général adjoint de l'OCDE) dit que l'époque où l'on se fondait uniquement sur le PIB pour mesurer la prospérité est révolue et que le Programme 2030 permet d'abandonner progressivement ce modèle. En ce qui concerne la mobilisation de l'investissement privé, il constate que le secteur privé procède à un examen approfondi des risques avant d'investir, et pense donc que les gouvernements devraient s'efforcer de fournir davantage d'informations et de renforcer la confiance. Les projets

liés au climat présentent des risques pour les investisseurs privés, qui doivent avoir l'assurance que ces projets font l'objet d'une gouvernance saine. Le système actuel de taxes et de subventions fausse les marchés et les empêche de fonctionner correctement. Par exemple, pour que les marchés s'adaptent à l'introduction de la tarification du carbone, les gouvernements doivent établir des systèmes de classification et des indices de durabilité. Le secteur privé fait des progrès louables à cet égard, mais les gouvernements peuvent aider à aller plus loin.

58. **M. Nakićenović** (Directeur général adjoint par intérim de l'International Institute for Applied Systems Analysis) affirme que, compte tenu des menaces qui pèsent actuellement sur l'humanité, la perspective holistique offerte par le Programme 2030, qui s'applique à la planète tout entière, est un don à l'humanité.

59. **M. Mohieldin** (Premier Vice-président du Groupe de la Banque mondiale) rappelle que ni les biens publics mondiaux, tels que la circulation du savoir, le commerce et l'investissement, ni les menaces mondiales, comme les changements climatiques et les pandémies, ne s'arrêtent aux frontières des États. L'action menée à l'échelle mondiale doit donc être fondée sur le bon sens, la coopération et le partage des charges.

60. **M^{me} Andersson** (Ministre finlandaise de l'éducation) considère que les systèmes publics de budgétisation, de fiscalité et de désinvestissement doivent être utilisés pour allouer des fonds en faveur du développement durable. Compte tenu de l'évolution rapide de la technologie, notamment, il est indispensable d'investir dans la recherche, l'innovation et l'éducation pour trouver des solutions efficaces et économiques aux changements climatiques et assurer la mise en œuvre le Programme 2030.

61. **M^{me} Andersen** (Directrice exécutive du PNUE) rappelle qu'en 1972, les gouvernements se sont réunis pour faire face à la crise des pluies acides et de la pollution des cours d'eau et, conscients que le multilatéralisme était le seul moyen de relever les défis environnementaux, ont créé le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Depuis lors, une quinzaine de traités internationaux ont été ratifiés et la planète entière en bénéficie aujourd'hui. Les changements climatiques étant le défi environnemental le plus difficile à relever, il est nécessaire de commencer à appliquer les solutions connues et de poser un nouvel acte de foi multilatéral.

62. **M. Kono** (Secrétaire général adjoint de l'OCDE) affirme que les problèmes mondiaux exigent des solutions mondiales. Qu'elles soutiennent ou non

l'Accord de Paris, toutes les parties doivent travailler ensemble car le temps presse.

63. **M. Samper** (Président de la Wildlife Conservation Society) indique que les peuples autochtones qui vivent dans la moitié des forêts encore intactes du monde doivent être associés au dialogue sur les solutions à la crise climatique. Le monde dispose des connaissances, de la technologie, des politiques et des institutions nécessaires pour relever les défis de la croissance démographique, de la perte de biodiversité et du changement climatique.

La séance est levée à 13 heures.